



Djibouti

Systeme de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire en zone rurale

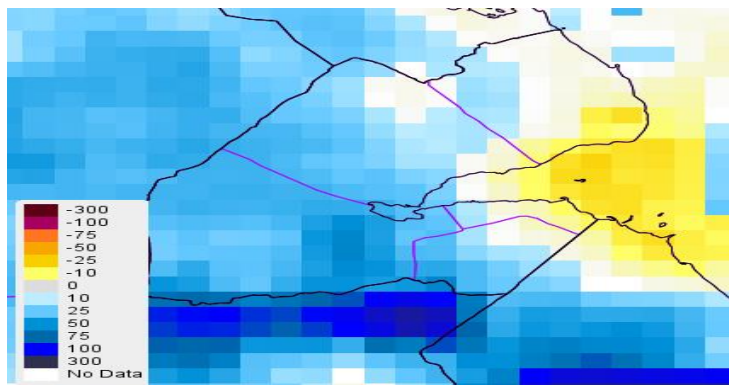
En Bref

- La présente évaluation a été menée durant le mois de février 2014. La collecte des données a concerné 5 régions et 3 modes de vies couvrant l'ensemble du pays.
- Sur la base des derniers résultats des évaluations de la sécurité alimentaire, la situation reste critique entre février 2014 avec 70 % des ménages en insécurité alimentaire. Cela est en ligne avec les résultats enregistrés depuis mai 2012, lorsque les ménages en insécurité alimentaire représentaient 66,8%.
- Plus de 60% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) des ménages enquêtés a baissé considérablement depuis l'évaluation FSMS de septembre 2013, lorsque 36,4% des ménages avait une consommation inadéquate.
- Les principales sources d'approvisionnement en nourriture pour les ménages restent l'achat (60,4%) et l'appui du voisinage/ famille (12,4%). En moyenne, chaque ménage a consacré 76% des dépenses mensuelle globales à l'achat de produits alimentaires.
- Il est à noter que l'appui du PAM a baissé (de 16,4% des ménages en septembre 2013 à 5,7% en février 2014) Cette baisse est essentiellement due à des contraintes financières qui ont poussé le PAM à réduire de 50% ses rations de Distribution générales aux ménages en insécurité alimentaire sévère depuis septembre 2013.
- L'indice de Stratégie d'Adaptation, permettant d'apprécier la fréquence et la gravité des mesures prises par les ménages en situation de pénurie alimentaire, a augmenté de 6 points depuis septembre 2013 en zone rurale passant de 15 à 23 en février 2014.

Contexte

Djibouti a bénéficié d'une bonne saison de pluie de Karan/Karma (juillet-septembre 2013). Toutefois, les précipitations de Heys/Dada (octobre-février) ont été inférieures à la moyenne dans pratiquement toutes les régions. Bien que la saison des pluies ait commencé normalement en octobre, les précipitations ont été déficitaires et mal réparties dans le pays, avec une moyenne inférieure à 50 mm depuis le début du mois d'octobre 2013. Les régions du nord-est n'ont enregistré aucune précipitation.

Graphe 1. October to December rainfall anomaly in mm from 1983 to 2012 mean



Source: USGS/FEWS NET

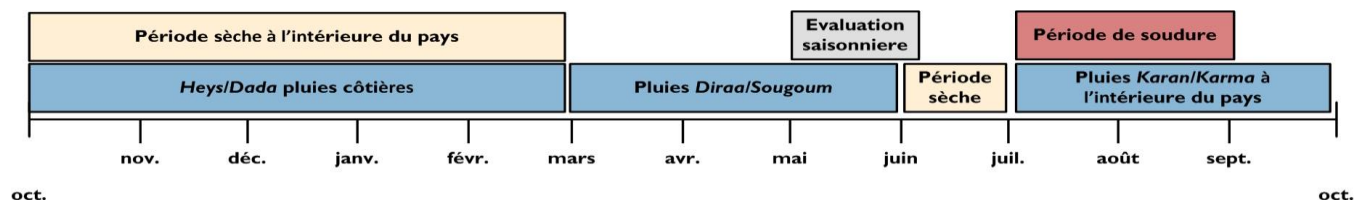
Depuis novembre 2013, les températures ont été inférieures aux valeurs normales pour la saison dans les zones rurales. Cela a augmenté la prévalence des maladies humaines et animales, telles que des formes de pneumonie.

La baisse des ressources financières disponibles au Programme Alimentaire Mondial depuis septembre 2013 s'est traduite dans une réduction considérable du niveau d'assistance alimentaire avec un impact sur les ménages bénéficiaires.

Selon l'enquête nutritionnelle de novembre /décembre 2013, conduite par le Ministère de la Santé en collaboration avec l'UNICEF, la prévalence de la malnutrition aiguë globale au niveau national est estimée à 17,8%, avec les valeurs les plus hauts dans la région d'Obock (25,7%). La plus faible prévalence est observée à Dikhil (14,7%).

La malnutrition chronique globale en milieu rural est estimée à 40,2%, avec des valeurs extrêmes de 45,9% dans la région d'Obock, 44,2% à Dikhil et 40,2% dans la région de Tadjourah.

CALENDRIER SAISONNIER ET EVENEMENTS CRITIQUES



Classification de la Sécurité Alimentaire

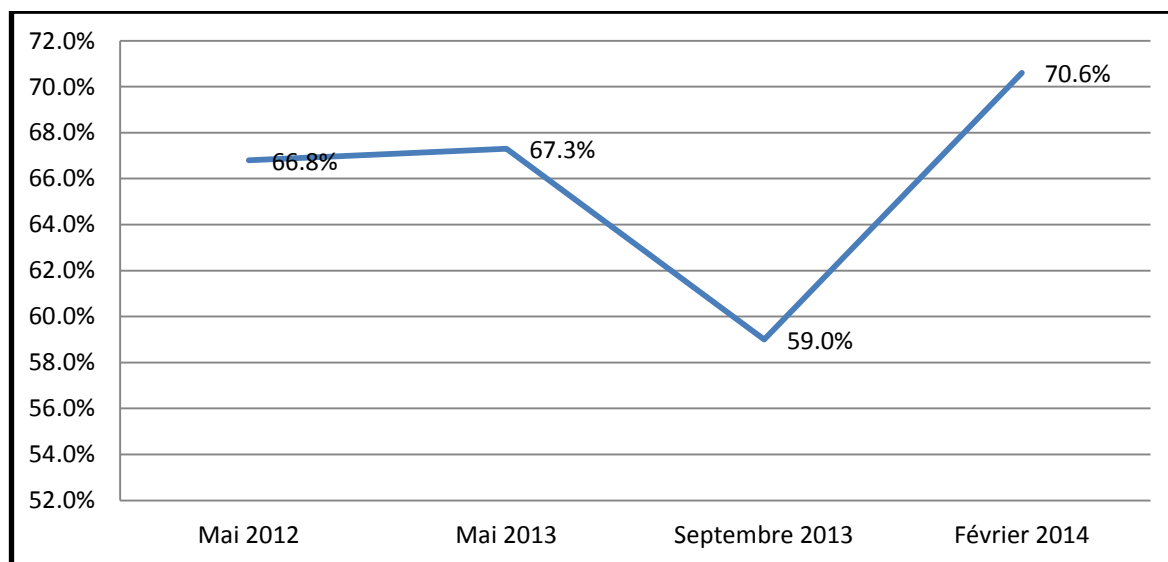
Sept ménages sur dix vivent en conditions d'insécurité alimentaire

En février 2014, l'insécurité alimentaire affecte 70% des ménages ruraux, avec une augmentation substantielle depuis septembre 2013, lorsque cela avait atteint 59% des ménages.

Accroissement de l'insécurité alimentaire sévère

Sur l'ensemble des zones rurales du pays, 18,1% des ménages vivent dans des conditions d'insécurité alimentaire sévère et 52,5 % en insécurité alimentaire modérée. Les ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère ont une alimentation très peu diversifiée, composée uniquement de céréales, d'huile et de sucre. Cette situation a connu une détérioration par rapport à septembre 2013, lorsque seulement 4,4 % étaient en insécurité alimentaire sévère. Cela peut s'expliquer avec une détérioration considérable des indicateurs de consommation alimentaire entre septembre 2013 et février 2014. Par contre, la proportion des ménages en insécurité alimentaire modérée est diminuée de 2,1% par rapport à septembre 2013. Les régions souffrent énormément du manque d'opportunité d'emploi, d'insuffisance de projet de développement rural qui demeure des problèmes cruciaux pour faire face à la pauvreté. De Surcroit, la réduction de 50% des rations alimentaire aux ménages sinistrés a contribué fortement à la détérioration de la situation actuelle

Graph 2: Evolution du taux de l'insécurité alimentaire



Consommation alimentaire des ménages

Consommation alimentaire

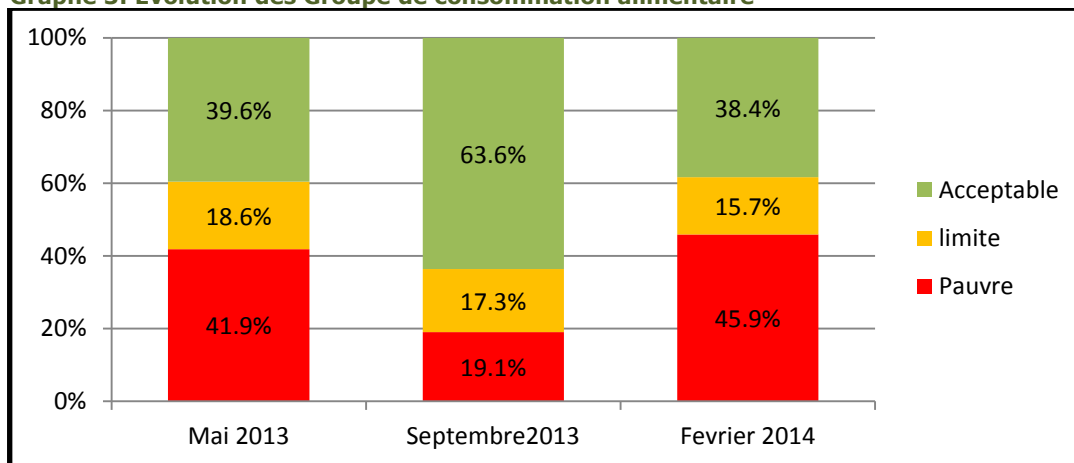
Globalement, les résultats de l'évaluation montrent que 61,1% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et limite, contre 36,4% en septembre 2013. L'impact positif des pluies de la saison de Karan/Karma qui ont été bénéfiques avait permis de constituer un stock de réserves pour les ménages ruraux. Contrairement la



saison de Heys/Dadaa a été déficitaire et mal réparties sur le territoire et les communautés ont épuisés leurs moyens de subsistance

Toutefois, la consommation reste sur des niveaux comparables à mai 2013 (60,5% ayant une consommation pauvre ou limite). Cela est principalement dû à l'utilisation intense des stratégies d'adaptation alimentaire. Réduire les quantités consommées au repas », « Réduire la consommation des adultes pour préserver les quantités des enfants », « Réduire le nombre de repas pris par jour » sont les stratégies d'adaptation plus fréquemment adoptées par les ménages interviewés au niveau national. Dans la région d'Obock, l'utilisation de stratégies alimentaires sévères au cours des dernières années compromettant la soutenabilité du revenu aurait eu un impact sur l'accès à la nourriture au stade actuel. Cela expliquerait l'augmentation du nombre de ménages avec une consommation alimentaire pauvre (44.8% en mai 2013 à 87.3% en février 2014).

Graphe 3: Evolution des Groupe de consommation alimentaire

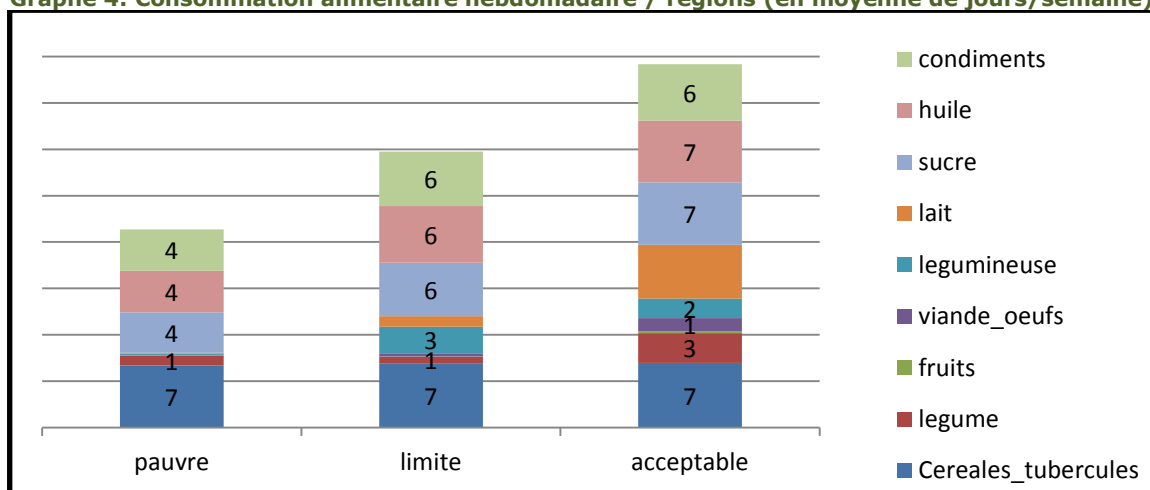


Diversification de l'alimentation de courte durée.

Concernant la diversité alimentaire, 16,2% des ménages ayant un SCA acceptable consomment au minimum 4 groupes alimentaires par jour, ce qui correspond au seuil critique pour une alimentation de qualité acceptable en termes de richesse et variété. Les repas sont essentiellement composés du lait, parfois de légumineuses et rarement de viande/poisson et des légumes. Les ménages ayant consommation pauvre représentent presque 46% de la population totale. Ces ménages ont un régime alimentaire très peu diversifié et presque exclusivement composé de céréales et huile, avec en moyenne seulement un jour par semaine où ils consomment des légumes. Légumineuses, produits laitiers et viande/poisson ne sont presque jamais consommés.

La consommation de protéines animales est presque inexistante parmi les groupes à consommation limite et acceptable. Lait et légumineuses représentent donc un substitut des protéines et macronutriments important pour ces ménages. Les principales sources de vitamine A ne sont consommées que par 14% (consommation hebdomadaire) des ménages à consommation inadéquate.

Graphe 4: Consommation alimentaire hebdomadaire / régions (en moyenne de jours/semaine)



Sources des aliments consommés

L'achat est la principale source de nourriture pour 60,4% des ménages. Ces gens dépendent de plus en plus des marchés pour deux raisons principales : (1) l'épuisement des ressources qui obligent les ménages d'avoir

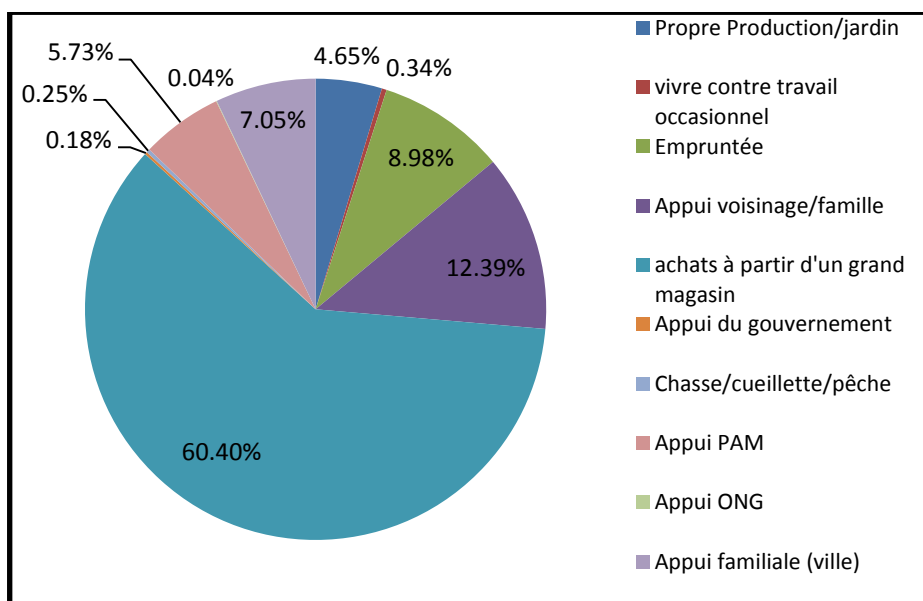


recours au marché et (2) la pratique de vente de charbon/bois reste une activité très lucrative durant cette période qui permet de aux ménages concernés de percevoir de l'argent et ainsi acheter de la nourriture. L'appui familial et l'entraide du voisinage a connu une augmentation importante dans les derniers 9 mois en passant de 0.5% (mai 2013) à 5.9% (septembre 2013) à 12.4% (février 2014). Egalement, la proportion des ménages qui dépendent des emprunts de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture est très haute (9%). Cette tendance pourrait entraîner les ménages dans un cercle vicieux, les rendant un peu plus vulnérable et en insécurité alimentaire.

Par contre, la proportion des familles rurales qui dépendent de l'appui du PAM comme source d'alimentation principale a connu une baisse substantielle en passant de 16,2% en septembre 2013 à 5,7% en février 2014. Cela est principalement dû à la réduction globale de l'appui du PAM causée par les contraintes financières rencontrées par l'agence.

Seulement une portion marginale de la population (4,6%) utilise leurs propres productions (bétail, dérivés animaux ou produits agricoles) comme source d'alimentation. Ce pourcentage est resté au même niveau par rapport à septembre 2013).

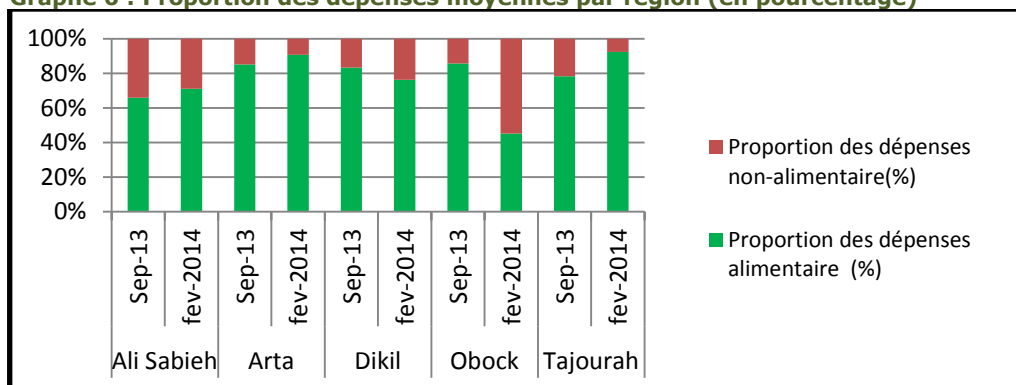
Graphe 5: Principales sources d'alimentation des ménages



Dépenses alimentaires des ménages

En milieu rural, La dépense moyenne journalière par ménage s'élève à environ 475 DJF (2,7 US\$), et la dépense moyenne par habitant est de 85 DJF (0,5 US\$). Globalement, 76,6% des dépenses totales ont été consacrées pour l'achat de produits alimentaires, avec la portion la plus haute à Tadjourah (92%) et la plus basse à Obock (45%).

Graphe 6 : Proportion des dépenses moyennes par région (en pourcentage)



L'évolution des dépenses moyennes des ménages a connu une baisse dans les régions de Dikhil (-7%) et Obock (-40%) par rapport à septembre 2013. Cette tendance est surtout due au fait que 75% des ménages dans la région d'Obock reçoivent un appui en nature de la part des membres de leurs familles vivant dans le chef-lieu ou à Djibouti ville, et que la vaste majorité entre eux ne disposent pas de liquidité. L'appui des familles vivant dans le chef-lieu et dans la capitale a augmenté drastiquement depuis la réduction de l'assistance alimentaire du PAM dans la région.



Au contraire, les régions d'Arta, Ali Sabieh et Tadjourah ont connu une augmentation de la proportion des dépenses alimentaires. Cette forte proportion peut s'expliquer par l'épuisement des réserves alimentaires dû à la diminution des opportunités par rapport à septembre 2013 où les pluies de la saison de Karan/Karma qui ont été bénéfiques a permis de constituer un stock de réserves pour les ménages ruraux et du peu de ressources financières dont les ménages disposent, ils concentrent leur achat dans l'alimentation.

Assistance alimentaire

Les réponses des ménages enquêtés confirment que l'appui du PAM a connu une baisse substantielle depuis septembre 2013. Près de 50% des ménages enquêtés ont déclaré avoir reçu une aide alimentaire au cours des deux derniers mois précédant l'enquête, contre 83.7% en septembre 2013. La totalité de ces ménages auraient bénéficié de l'assistance alimentaire du PAM.

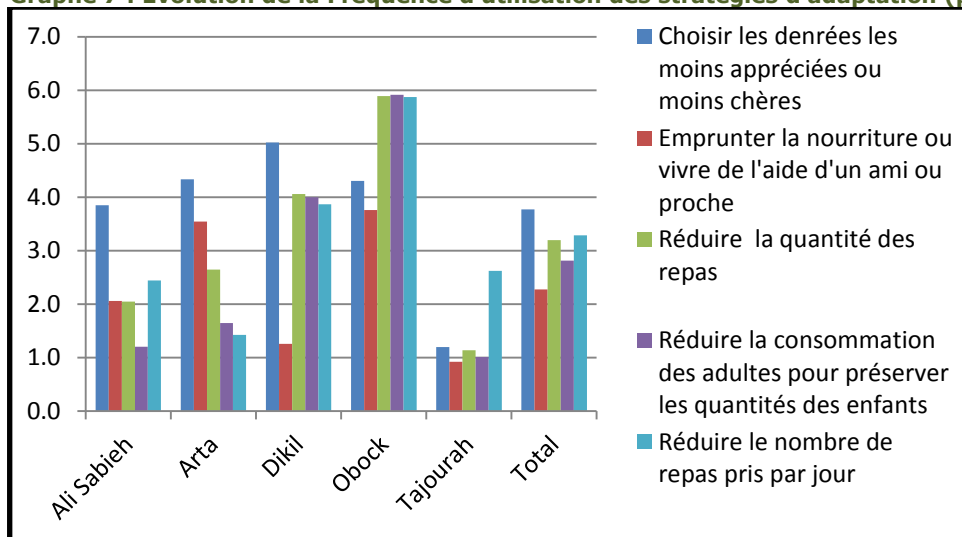
Suite à des contraintes financières, le PAM a dû réduire de 50% les rations mensuelles des distributions générales pour les ménages en insécurité alimentaire sévère d'octobre 2013 à février 2014.

Egalement, seulement 10% des 60,000 personnes en insécurité alimentaire modérée ont pu participer à ces programmes d'assistance communautaire, les ressources financières limitées de l'agence n'ayant permis la réalisation de la plupart de ces programmes/projets.

Stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire

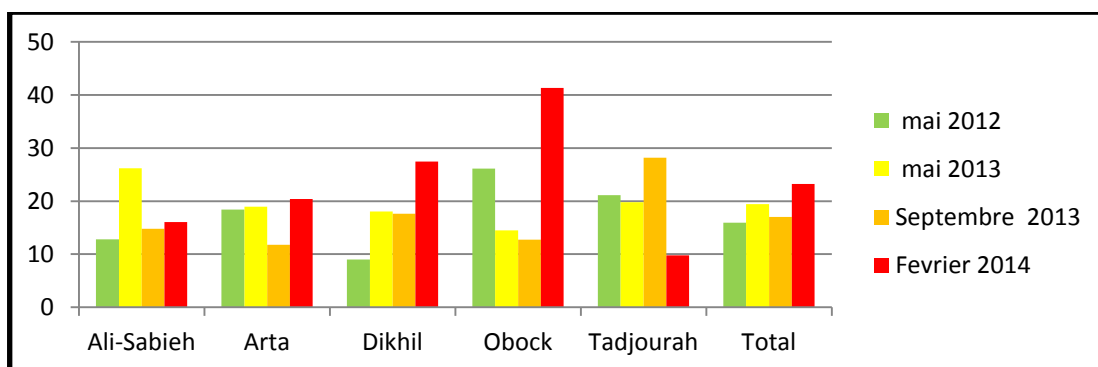
L'indice de stratégies d'adaptation alimentaire (ISS ou 'reduced CSI'), qui décrit les stratégies adoptées pour préserver une consommation acceptable, a fortement augmenté par rapport à la période de septembre 2013 dans presque toutes les régions. Cela est cohérent avec l'évolution négative déjà soulignée par l'EFSA rural de mai 2013. Les régions d'Obock et Dikhil présentent le niveau de stress et d'utilisation de stratégies d'adaptation le plus élevé, tandis que Tadjourah enregistre le plus faible. Cela peut être justifié en partie par l'augmentation des revenus moyens dans la région suite à des grands œuvres en cours tels que la construction du Port de Tadjourah et des projets de mobilisation des eaux de surface et la gestion durable des terres sont en cours. La figure ci-dessous donne la fréquence d'utilisation des différentes stratégies d'adaptation par les ménages au cours des 7 derniers jours précédents l'enquête.

Graphe 7 : Evolution de la Fréquence d'utilisation des stratégies d'adaptation (par région)



Au niveau national, l'indice a connu une hausse substantielle des valeurs de la fréquence d'adoption des stratégies alimentaires de survie, dans la quasi-totalité des régions par rapport à mai 2013. Les valeurs déterminées de l'ISS sont élevées, montrant ainsi une sévérité des mesures adoptées par les ménages pour résoudre leurs problèmes alimentaires et améliorer leurs consommations.

Graphe 8 : Index de Stratégie de Survie réduit (par région)



Stratégies d'adaptation non-alimentaire

Les stratégies d'adaptation non alimentaire concernent le comportement de ménages vis-à-vis l'utilisation des capitaux humains et financiers disponibles et préconisent les risques liés à l'adoption de stratégies sévères en terme d'accès à la nourriture et insécurité alimentaire.

Les deux principales stratégies de survie non alimentaires adoptées par les ménages interviewés consistent en (i) Emprunter de l'argent/ nourriture à un prêteur officiel (boutique) – très communes dans toutes les régions – et en (ii) Pratiquer d'autres activités génératrices de revenus illégales ou risquées, telles que la vente de charbon. Près de 30% des ménages enquêtés ont fait recours à cette dernière stratégie, dont la moitié sont concentrés dans les régions du Sud-Est du pays.

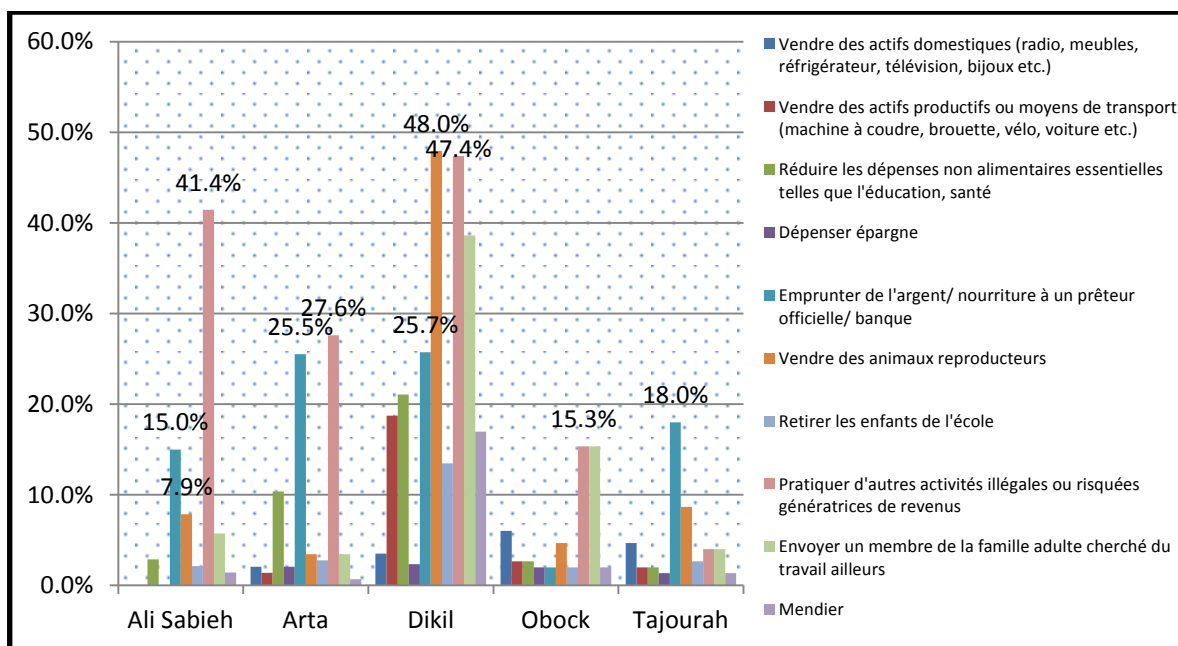
Les autres stratégies utilisées dans une moindre mesure sont la vente d'animaux reproductifs et la migration d'un membre du ménage pour la recherche d'emploi. Il faut noter que le recours à ces stratégies est sujet à l'existence d'opportunités à cet égard.

Dans le nord de la région de Dikhil, la principale source de revenu est la vente de bétail. En dépit des bonnes pluies de Karan/Karma qui ont un impact positif sur la disponibilité de l'eau et du pâturage durant 3 mois s'est traduit par une légère amélioration du cheptel. Cependant, cette situation n'a pas perduré puisque le peu de ressources naturels régénérées a été fini par les transhumants venu pour cette occasion. Actuellement, cette communauté pratique un mécanisme d'adaptation de la vente du bétail et la vente de charbon et/ou bois de chauffe qui se sont intensifiées depuis la baisse de l'aide alimentaire apportée par le PAM.

La population rurale d'Obock s'appuie énormément sur la solidarité familiale et communautaire. L'emprunt n'est pas connu par la population. Ceci est l'une des principales causes de la faible disponibilité de liquidité dans la région.

En outre, les communautés de Tadjourah et Obock font moins recours à des activités illégales telles que la vente de charbon et bois de chauffe suite à des infrastructures et moyens de transport très limitant.

Graph 9: Pourcentage de ménages utilisant d'autres stratégies de survie par région



Prix et marché

Le Prix des céréales et des farines de base sont restés généralement stables dans la plupart des marchés entre décembre et janvier, sauf pour les régions d'Ali Sabieh et d'Arta.

Dans la région d'Ali Sabieh, le prix de détail du sorgho et de la farine de blé a augmenté respectivement de 50 et 20 pour cent, principalement en raison de la hausse des coûts ferroviaires sur la ligne de chemin de fer nouvellement rétablie entre la ville de Djibouti et l'Ethiopie orientale.

Finalement, à Arta, le prix de la farine de blé a augmenté de 20 pour cent en raison de l'approvisionnement erratique dû à la petite taille du marché.

Possession, état physique du bétail et du pâturage



Malgré une réduction considérable au cours des derniers deux ans, les zones rurales restent fortement tributaires de l'élevage comme source de revenu. Avec une moyenne de 2 UBT¹ /ménage, l'indice de possession du bétail est en régression par rapport aux années précédentes. Par rapport à mai 2013, l'indice a baissé de 0,6 points, bien qu'il reste au même niveau que septembre 2013.

En outre, les températures plus basses que d'habitude ont augmenté la prévalence de pneumonie et d'autres maladies du bétail. Il est à souligner que la vente de bétail représente près de 16% des sources de revenus principales pour les ménages ruraux.

Recommandations

- Renforcer l'assistance alimentaire auprès des ménages affectés par la malnutrition et l'insécurité alimentaire, avec priorité aux ménages en insécurité alimentaire sévère.
- Réintroduire des projets/programmes renforçant la capacité de productions et de revenus dans les zones rurales.
- Continuer à fournir une aide alimentaire aux ménages en insécurité alimentaire pour améliorer l'accès aux aliments nutritifs et diminuer le risque de voir les ménages vendre ou perdre leurs biens les plus productifs tels que le bétail, ainsi que mettre en péril leur état nutritionnel pour augmenter la résilience et réduire la vulnérabilité aux chocs, ainsi que pour encourager la diversité des emplois tout en répondant aux besoins alimentaires à très court terme de ces populations.
- Continuer le suivi de la situation de sécurité alimentaire.
- Assurer un suivi fréquent et régulier de la malnutrition pour les groupes vulnérables et notamment les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes/allaitantes.
- Coordonner avec les autres partenaires les interventions dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire.



Pour recevoir plus d'informations, veuillez contacter:

PAM Djibouti:
jacques.higgins@wfp.org
imed.khanfir@wfp.org
nasrin.kayad@wfp.org
www.wfp.org

FAO Djibouti:
emmanuelle.guernebleich@fao.org
hubert.chauvet@fao.org
hibo.mohamedmuse@fao.org

FEWSNET Djibouti :
bmiyir@chemonics.com

¹ Une UBT est une unité de bétail tropical et représente 250 kg d'un animal. Cette unité permet de comparer les différents troupeaux entre eux (www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/lead/toolbox/Mixed1/TLU.htm). Un chameau correspond environ à 1 UBT alors qu'un mouton ou une chèvre correspondent à 0,1 UBT. A Djibouti, les éleveurs du nord du pays élèvent principalement des bovins alors que dans le sud les troupeaux de moutons ou de chèvres sont plus fréquents. Selon une étude *Review of responses to support rural pastoralists in Djibouti, British Red Cross (December 2010)*, il faut trois UBT par personne à un ménage d'éleveurs pour assurer une sécurité alimentaire minimale. Il faudrait ainsi un troupeau de 150 chèvres ou moutons à une famille de cinq personnes.

